

Résumé

L'édition 2024 du rapport phare du Global Deal examine l'importance du dialogue social dans les marchés du travail actuels en pleine évolution, afin de garantir que les travailleurs puissent saisir les opportunités qui se présentent à eux, accéder à des emplois de qualité et limiter les déficits en matière de travail décent.

Les transitions vertes et de l'intelligence artificielle sont les principaux moteurs des changements et des opportunités dont nous sommes témoins à l'échelle mondiale. À moyen et long terme, cette transition jumelle peut conduire à une croissance plus inclusive et durable en encourageant l'innovation, en augmentant la productivité et en créant des emplois de qualité. À court terme, cependant, elle menace de perturber nos marchés du travail. Comme ces perturbations touchent les régions, les secteurs et les groupes de population différemment, il y a un risque que les écarts se creusent entre les personnes, les secteurs, les pays et les régions. Le dialogue social est appelé à jouer un rôle clé dans l'atténuation de ces risques, en rendant ces transitions justes et inclusives, et en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte.

La qualité de l'emploi, et pas seulement la quantité, est mise à rude épreuve à l'échelle mondiale. Près de 60 % de la main-d'œuvre mondiale est employée dans l'économie informelle. Alors que l'emploi informel a diminué au cours de la dernière décennie (le nombre de travailleurs informels augmentant toutefois à mesure que la population active augmente), la prolifération du travail des plateformes risque d'inverser la tendance. De plus, le nombre total d'accidents du travail mortels et non mortels ainsi que de maladies liées au travail est en augmentation - par exemple, entre 2000 et 2019, les décès liés au travail ont augmenté de 12 %. En outre, le stress thermique touche de plus en plus de travailleurs dans le monde entier. Le dialogue social est essentiel pour permettre et soutenir la transition vers l'économie formelle et pour améliorer les conditions de travail, y compris les normes de sécurité et de santé au travail. À ce titre, les partenaires sociaux sont appelés à jouer un rôle clé dans l'amélioration des conditions de travail par la négociation de conventions collectives au niveau du secteur ou de l'entreprise, la participation à des institutions représentatives sur le lieu de travail ou par des efforts de sensibilisation et la participation à des négociations tripartites visant à élaborer des politiques et des lois.

Les travailleurs indépendants et les employés informels peuvent rencontrer des difficultés pour exercer leurs droits à la liberté d'association et à la négociation collective, tant en droit qu'en pratique. Il en va de même pour les travailleurs migrants. La recherche de meilleures opportunités de travail reste le principal moteur de la migration et les travailleurs migrants représentent 4,9 % de la force de travail mondiale. Pour optimiser les avantages des migrations de main d'œuvre, il est essentiel de collaborer avec les partenaires sociaux. Ils peuvent contribuer de manière significative à rendre la gouvernance des migrations de main d'œuvre équitable et efficace et à relever des défis, notamment les déficits de protection et l'amélioration du fonctionnement du marché du travail.

Ce rapport présente plusieurs études de cas pour les cinq chapitres thématiques du rapport, sélectionnés parmi les partenaires du Global Deal par le moyen d'une recherche documentaire et une concertation étroite des partenaires. Le rapport souligne la manière dont les défis du marché du travail peuvent être relevés par le biais du dialogue social et de relations industrielles saines et tire des leçons qui peuvent servir de source d'inspiration pour les représentants des gouvernements, des employeurs et des travailleurs dans le monde entier.

Principales enseignements :

Dialogue social pour l'adoption sûre, responsable et éthique de l'intelligence artificielle (IA) sur le lieu de travail

- L'introduction de l'IA sur le lieu de travail pose de nouveaux défis et risques. Pour atténuer les effets négatifs potentiels de l'IA sur le bien-être des employés et maximiser ses avantages potentiels, il est essentiel de consulter les différentes parties prenantes, y compris les partenaires sociaux. Ceux-ci jouent

un rôle crucial dans l'adoption et la mise en œuvre de nouvelles politiques, législations et lignes directrices visant à combler les lacunes juridiques et politiques nécessaires à l'adoption sûre, responsable et éthique de l'IA sur le lieu de travail. Par exemple, le décret américain sur l'IA définit des principes directeurs et des priorités pour le développement et l'utilisation sûrs, sécurisés et fiables de l'IA reconnaissant l'importance de la consultation des différentes parties prenantes, y compris les partenaires sociaux, pour la mise en œuvre.

- Les conventions collectives peuvent prévoir des mesures de protection autour de l'utilisation de l'IA, afin que les technologies de l'IA améliorent la qualité de l'emploi plutôt que de la diminuer. Elles peuvent garantir des mécanismes de retour d'information direct des travailleurs vers les développeurs d'IA et mettre en place des programmes de formation, comme c'est le cas dans le cadre du partenariat entre la American Federation of Labor and Congress of Industrial Organizations (AFL-CIO) et Microsoft. Les conventions collectives sont également importantes pour réglementer l'utilisation de l'IA, améliorer la transparence et garantir le consentement des travailleurs. C'est ce que soulignent les accords conclus par la Writers Guild of America (WGA) et l'Alliance of Motion Picture and Television Producers (AMPTP), ainsi que par le Screen Actors Guild and the American Federation of Television and Radio Artists (SAG-AFTRA) et l'AMPTP.
- Le PSI Digital Bargaining Hub et le UNI Europa Database of AI and Algorithmic Management in Collective Bargaining Agreements constituent une ressource utile pour les syndicats et soulignent le rôle essentiel du dialogue social pour garantir une adoption fiable de l'IA par le biais de la négociation collective.
- Les accords interprofessionnels entre partenaires sociaux peuvent être un instrument utile pour adopter une approche commune afin de répondre à la numérisation du monde du travail. L'accord-cadre des partenaires sociaux européens sur la numérisation fournit un cadre au niveau européen qui peut guider la mise en œuvre au niveau national en s'adaptant aux contextes nationaux et aux industries spécifiques afin de faire respecter une approche commune.

Dialogue social pour une transition juste

- La transition nette zéro a des implications considérables pour le marché du travail : de nouvelles compétences vertes seront nécessaires, ce qui entraînera la création de nouveaux emplois, l'adaptation des emplois existants et le remplacement des emplois actuels. Le Plan d'action autrichien pour une transition juste sur la formation et la requalification reconnaît l'importance fondamentale des initiatives d'amélioration et de requalification des compétences. Les partenaires sociaux ont fait partie du groupe de travail sur la transition juste et jouent également un rôle clé dans la mise en œuvre du plan d'action.
- Lors de l'élaboration de mesures visant à soutenir une transition juste et à réduire spécifiquement les émissions de gaz à effet de serre dans la production d'énergie, il est essentiel d'évaluer l'impact sur le marché du travail aux niveaux national et régional. Au Chili, les partenaires sociaux contribuent à l'élaboration de la Stratégie nationale pour une transition socio-écologique juste. Au niveau régional, ils ont participé à la conception et à la mise en œuvre de Plans de rétablissement environnemental et social.
- Un organisme consultatif doté d'une structure de gouvernance multipartite est un moyen efficace de promouvoir, de coordonner et de superviser la transition juste. En tant qu'organe indépendant, statutaire et multipartite dont la mission est de promouvoir les partenariats sociaux en impliquant les différentes parties prenantes pour une transition juste, la Commission présidentielle sur le climat en Afrique du Sud fournit des informations factuelles pour soutenir la prise de décision, établir un consensus pour permettre une politique et une action pour une transition juste, et donner des conseils sur les moyens de mise en œuvre, y compris le financement, la capacité et la technologie.

Le dialogue social pour soutenir des approches holistiques de la transition vers la formalité

- La mise en place de groupes de travail techniques incluant les partenaires sociaux est essentielle pour concevoir des stratégies holistiques et inclusives qui promeuvent la transition vers la formalité. Au Costa Rica, quatre commissions techniques tripartites ont soutenu la rédaction des quatre piliers de la Stratégie nationale de transition vers l'économie formelle en adoptant une approche holistique et en

accordant une attention particulière aux besoins des groupes de travailleurs vulnérables, tels que les femmes, les jeunes, les travailleurs migrants et les personnes en situation d'handicap. En outre, les partenaires sociaux ont façonné plusieurs réalisations dans le cadre de la Stratégie nationale de transition vers l'économie formelle, notamment l'extension du programme national pour l'emploi (PRONAE 4x4), la conception de nouveaux régimes de protection sociale et le soutien à la formalisation des entreprises.

- Il est essentiel de donner aux travailleurs informels une voix représentative et une plateforme pour s'associer et négocier avec les autorités. Au Brésil, cette approche a permis de réglementer la vente ambulante et d'améliorer les conditions de travail des vendeurs informels. Collaborer avec les organisations représentatives des travailleurs informels peut contribuer à réduire les tensions et à soutenir la cohésion sociale. Au Zimbabwe, dans un climat de tensions historiques entre les vendeurs de rue et les autorités locales, les mémorandums d'accord (MoUs) entre la Zimbabwe Chamber of Informal Economy (ZCIEA) et les autorités locales ont abouti à une situation gagnant-gagnant : D'une part, les travailleurs informels ont obtenu une reconnaissance sociale et juridique, se sont vu accorder l'accès à l'espace public et aux infrastructures et ont été protégés contre le harcèlement et la confiscation de leurs marchandises. D'autre part, les autorités locales ont été en mesure de maintenir l'ordre et les normes de santé publique et ont fourni un flux de revenus réglementé grâce aux redevances versées par les vendeurs.

Dialogue social pour améliorer les conditions de travail, avec un intérêt particulier pour la sécurité et la santé au travail (SST)

- Travail décent et fair-play vont de pair. Les travailleurs sont à la base de l'organisation réussie d'événements sportifs de grande envergure et leurs droits du travail doivent être protégés, en particulier ceux des groupes de travailleurs les plus vulnérables. La Charte sociale de Paris 2024, même si elle n'est pas juridiquement contraignante, a souligné l'engagement ferme des partenaires sociaux à respecter le travail décent et à promouvoir le développement durable local, en veillant à ce que les Jeux olympiques soient économiquement, socialement et écologiquement responsables.
- Partout dans le monde, les travailleurs de l'industrie du vêtement sont confrontés à des conditions de travail difficiles. En Indonésie, les comités bipartites sur le lieu de travail et les comités de sécurité et santé au travail (SST) jouent un rôle essentiel dans la promotion du dialogue social au niveau de l'entreprise, l'identification des risques et la mise en place de mesures préventives. Les femmes doivent être représentées au sein des comités sur le lieu de travail et les comités de SST afin que les problèmes de santé liés aux femmes, notamment la violence et le harcèlement sur le lieu de travail, reçoivent une attention particulière. En outre, la violence et le harcèlement sur le lieu de travail doivent être abordés dans le cadre des mesures mises en œuvre pour promouvoir la sécurité et la santé au travail et le dialogue bipartite sur le lieu de travail. L'Indonésie a fait un pas en avant important en exigeant que les entreprises créent des groupes de travail sur le harcèlement sexuel au sein des comités existants sur le lieu de travail.
- Les travailleurs du secteur de la construction sont confrontés à des conditions de travail difficiles dans de nombreux pays. De longues heures de travail et des bas salaires sont souvent la norme. De plus, la sécurité reste un sujet de préoccupation sur de nombreux chantiers, les normes n'étant souvent pas respectées et les équipements de sécurité n'étant pas toujours fournis. En Tunisie, le changement climatique exacerbe cette situation. Les partenaires sociaux jouent un rôle important dans l'amélioration des conditions de travail et la protection des travailleurs de la construction. Le protocole d'accord signé entre la Fédération Générale du Bâtiment et du Bois (FGBB) et la Fédération Nationale des Entreprises de Bâtiment et des Travaux Publics (FNEBTP) en mai 2023 représente une avancée majeure.

Dialogue social pour une gouvernance équitable et efficace des migrations de main d'œuvre

- Les partenaires sociaux jouent un rôle crucial dans le soutien d'une gouvernance équitable et efficace des migrations de main d'œuvre. Reconnaisant cela, des mécanismes de consultation tripartite ont été mis en place aux niveaux régional et national dans la région de l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN). Ces mécanismes ont contribué à la création de politiques globales et inclusives, garantissant un soutien solide pour la mise en œuvre sur le terrain.
- Grâce à la coopération transfrontalière, les partenaires sociaux peuvent contribuer de manière significative à la protection des droits des travailleurs migrants. L'accord signé entre la Federation of Somali Trade Unions (FESTU) et la Confederation of Ethiopian Trade Unions (CETU) en 2023 est un excellent exemple de cette coopération. Il prévoit, entre autres, des campagnes conjointes pour lutter contre les préjugés et mettre en évidence les contributions des travailleurs migrants, soulever leurs préoccupations dans les comités nationaux tripartites du travail et encourager l'inclusion des travailleurs migrants dans les négociations collectives.
- Les syndicats jouent un rôle clé dans la protection de tous les travailleurs, y compris les travailleurs migrants. Dans le cas contraire, il existe un risque de pression à la baisse sur les salaires et les conditions de travail. Certaines initiatives mises en œuvre dans des secteurs spécifiques en Suède, comme les projets mis en œuvre par Byggnads dans le secteur de la construction et par Fastighets dans l'industrie du nettoyage, contribuent à protéger les droits des travailleurs dans des secteurs où les violations des droits des travailleurs sont plus courantes que dans d'autres, et où la proportion de travailleurs migrants est élevée.

Ce rapport fournit également une mise à jour sur les engagements des partenaires du Global Deal concernant la mobilisation du dialogue social pour la promotion du travail décent et une croissance inclusive. Le Global Deal vise à faciliter et à promouvoir la coopération entre les gouvernements et les partenaires sociaux. Pour atteindre ceci, le Global Deal offre une plateforme unique permettant le partage des connaissances, encourageant les discussions et accélérant le changement positif grâce à la mise en œuvre des engagements volontaires des partenaires.